YAD VASHEM

LE LIEN FRANCOPHONE

Jérusalem, Janvier 2021, no 72

Zoom sur les conférences virtuelles de Yad Vashem :

Des rencontres thématiques pour mieux comprendre la Shoah

RENCONTRES THÉMATIQUES VIRTUELLES

VENEZ NOUS REJOINDRE, 1 MARDI SUR 2, POUR DES CONFÉRENCES ZOOM EN FRANÇAIS

Depuis plusieurs mois, Yad Vashem propose des rencontres virtuelles en français via la plateforme Zoom. Des rendez-vous initiés au mois de mai dernier, alors que le monde subissait de plein fouet la dure loi du confinement et des restrictions sociales.

Se réadapter aux nouvelles contraintes sociales

A l'annonce de la fermeture de son site, le 12 mars 2020, Yad Vashem avait dû se réinventer pour poursuivre ses missions de recherche, de documentation, de commémoration et d'enseignement de la Shoah. Subitement, le contact avec le visiteur était rompu. Habitué à accueillir des groupes et des individuels du monde entier sur son campus de 18 hectares, Yad Vashem était brutalement fermé au public et contraint de garder closes les portes d'un site bouillonnant de vie, pour une durée indéterminée.

Mais dans cette ère du tout-numérique, les nouvelles technologies ont apporté un salut salvateur. Si le contact de proximité était désormais impossible, l'institution a fait le choix d'intensifier son rayonnement à distance. Le Bureau francophone dirigé par Miry Gross a eu l'idée de proposer des conférences virtuelles, présentées par des experts de Yad Vashem ou des intervenants extérieurs, autour de thèmes liés à la Shoah. C'est ainsi qu'au printemps dernier ont été abordés : la Shoah au cinéma, entre fiction et réalité avec Yoni Berrous, responsable des programmes éducatifs à l'Ecole internationale de la Shoah ; la solidarité juive à travers le sauvetage ou comment l'héroïsme, juif ou non, a pu sauver des vies pendant la Shoah, par Arièle Nahmias ou les déportations tardives à partir des îles grecques par Léa Micha, respectivement responsables des Bureaux France et Balkans du Département européen de l'Ecole internationale de la Shoah ; mais aussi une plongée dans les Archives de Yad Vashem avec ces lettres échangées entre parents et enfants, en proie à la peur, l'horreur, la séparation, avec Emmanuelle Moscovitz, responsable des acquisitions d'archives pour l'Europe de l'Ouest et du Sud pour Yad Vashem.

Parmi les intervenants extérieurs, il faut citer l'exposé tout en tendresse du dessinateur Michel Kichka, en hommage à son père Henri, déporté de Belgique, rescapé d'Auschwitz et décédé de la COVID-19, qui lui a transmis son amour de la plume et du croquis. Ou encore la musicologue Tamar Machado-Recanati, qui a su revenir sur la façon dont les chants et la musique juive ont pu constituer un moyen de survie et de résistance pendant la Shoah, sans oublier la forme de résistance exercée par les sportifs pendant la Shoah, par le guide et conférencier Shlomo Balsam.

Des conférences virtuelles, gratuites et ouvertes à tous

A l'automne, au terme d'une pause estivale, le Bureau francophone a repris ses rendez-vous virtuels, cette fois à un rythme bimensuel, et guidés par une thématique du mois. Octobre était ainsi consacré à l'antisémitisme. Comment définir la haine ?, s'est-on d'abord demandé avant de donner la parole à l'historien et docteur en sciences politiques Simon Epstein pour comparer la vague antijuive actuelle à celles qui l'ont précédée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

A l'occasion du 82e anniversaire de la Nuit de cristal, Eliad Moreh-Rosenberg, directrice du Musée d'art de Yad Vashem, a accepté de feuilleter les dessins de Charlotte Salomon pour retracer ce violent pogrom antijuif de 1938. Et puisque novembre se concentrait sur l'art et la Shoah, Miry Gross et le Bureau francophone ont choisi d'inviter Joshua Sobol, auteur et dramaturge franco-israélien, pour parler de sa trilogie théâtrale *Ghetto*, qui raconte l'histoire du théâtre du ghetto de Vilnius, dans la Lituanie occupée par les nazis.

En décembre, les conférences ont porté sur la Shoah en Afrique du nord pendant la Seconde guerre mondiale. D'abord autour de l'historien Haim Saadoun, professeur d'histoire à l'université libre d'Israël et auteur de *Le Monde sépharade, histoire et civilisation.* Puis avec le sociologue et essayiste Claude Sitbon, venu présenter l'histoire des Juifs de Tunisie pendant la Shoah.

Toutes ces conférences et d'autres encore sont disponibles à partir du site Internet de Yad Vashem. Vous êtes cordialement invités à les voir et revoir et à diffuser les liens autour de vous. Vous trouverez également sur cette page le programme et les liens d'inscription de nos prochains rendez-vous. De ce début d'année 2021 : Janvier, mois de la libération d'Auschwitz, s'ouvrira par une conférence de l'historienne et rescapée de la Shoah Annette Wieviorka sur ce que représente Auschwitz, camp symbole de la mise à mort des Juifs par les nazis. Puis, à l'occasion du 27 janvier, date de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de la Shoah, un panel de diplomates francophones viendra s'exprimer sur les considérations politiques inhérentes à chaque Etat pour tenter de commémorer la Shoah et d'enrayer l'antisémitisme. Parmi les intervenants : Daniel Saada, chargé d'affaires à l'ambassade d'Israël en France, Emmanuel Nahshon, ambassadeur d'Israël en Belgique, mais aussi le diplomate francophile Avi Pazner, ou Aviva Raz-Shechter ancienne représentante d'Israël aux Nations-Unies à Genève… « Nous voulons lutter contre l'obscurantisme et éveiller les consciences aux atrocités passées pour contribuer à un avenir meilleur pour les jeunes générations », explique Miry Gross, à l'origine du projet. Car Yad Vashem sait pertinemment les dangers qui guettent aujourd'hui les sociétés d'Europe, et la France en particulier. Bien conscient de son rôle et de la mission que l'Etat lui a confiés, c'est par le savoir qu'il souhaite faire reculer le mal. Vous êtes tous cordialement invités à participer à ces conférences virtuelles, gratuites et ouvertes à tous.

Renseignements

LA PRESSE JUIVE DU GHETTO DE VARSOVIE

Créé par les Allemands en octobre 1940, le ghetto de Varsovie est le plus grand du genre pendant la Seconde Guerre mondiale. A son apogée, il héberge 450 000 hommes, femmes et enfants juifs incarcérés dans des conditions extrêmes de surpopulation et d'insalubrité. Pourtant, en dépit de ces difficultés les habitants réussissent à préserver une création artistique ou intellectuelle. En toute illégalité. Le ghetto abrite des écoles, des institutions religieuses, des hôpitaux, des théâtres, des cafés, des mouvements de jeunesse, des bibliothèques et même un orchestre symphonique.

Plus encore, il dispose de ses propres publications, pour diffuser des informations sur le monde extérieur dont sont privés les habitants. Cette presse clandestine du ghetto de Varsovie fait l'objet d'un projet de recherche monumental au sein de Yad Vashem qui consiste en l'analyse des journaux et bulletins juifs, produits et diffusés dans le ghetto.

Informer sur le monde extérieur

Publiée entre les années 1940 et 1944, cette presse juive clandestine est une entreprise à grande échelle de tous les partis et mouvements de jeunesse politiques, qui constituent une véritable force de la rue juive pendant l'occupation. Ces bulletins, magazines, périodiques et dépliants sont signés par des leaders politiques, des écrivains ou des journalistes. Qu'ils soient sionistes, communistes ou trotskystes, ces derniers se battent pour corriger les injustices et donner au public juif un but et un motif pour son existence. Avant tout, ils veulent délivrer des nouvelles fiables sur la guerre et la situation dans le monde libre, car les habitants du ghetto - coupés de toutes sources d'information en raison de l'interdiction de faire entrer des journaux de l'étranger dans la Pologne occupée - n'ont aucune idée de la situation générale en Europe, ou sur les directives des Allemands qui affectent leurs vies.

Autre objectif : aider à préserver les valeurs morales et humanistes et les cadres sociaux que les nazis essayent d'éradiquer, en s'efforçant par exemple de ne pas oublier les plus faibles et de les soutenir. Cette presse clandestine reflète ainsi la responsabilisation spirituelle non seulement des militants des partis et des mouvements de jeunesse, mais aussi des habitants. Enfin, elle encourage aux valeurs de la lutte, qui vont donner lieu au soulèvement du ghetto de

Hamedina (L'Etat), revue du mouvement de jeunesse Betar, publiée en août 1940

Varsovie.

Les journaux sont publiés dans différentes langues – yiddish, polonais ou hébreu. Chaque mouvement idéologique imprime sa propre publication, et parfois même plusieurs. A ce jour, 250 numéros de 52 revues ont été identifiés. Parmi les revues les plus importantes : *Biuletyn* (Bulletin) et *Yugnt-Shtime* (Voix de la jeunesse) du Bund ; *Proletarisher Gedank* (Pensée prolétarienne) de Poalei Zion. Certaines publications sont distribuées dans d'autres ghettos, malgré les difficultés inconcevables pour les faire passer en contrebande.

Yugnt-Shtime (La voix des jeunes), revue du mouvement de jeunesse Bund, yiddish, numéro 1-2, janvier-février 1941

Une grande partie de cette presse clandestine affiche une attitude critique envers le *Judenrat* [Conseil juif nommé par les autorités allemandes pour chaque ghetto] et ses institutions. Dans l'ensemble, la plupart des revues ont un format plus ou moins uniforme : le numéro ouvre sur un article programmatique, qui reflète la réponse du courant politique particulier aux événements de la scène internationale ou de la vie juive. Dans la partie centrale de la publication, on trouve plusieurs articles idéologiques, suivis d'évaluations politiques et d'informations sur la situation dans d'autres régions, comme les déportations ou sur les camps de concentration qui arrivent par divers canaux.

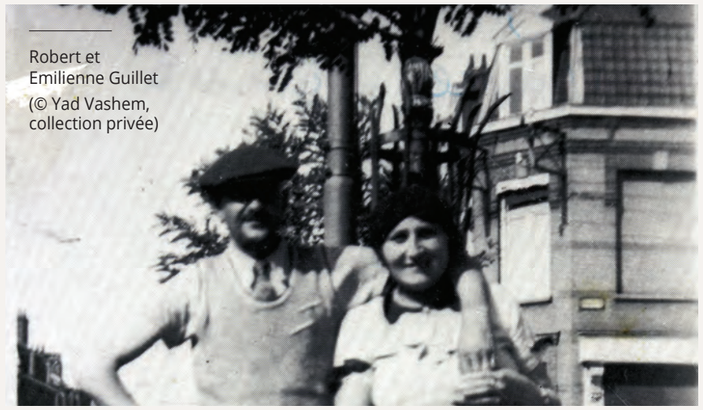
Appel à l'unification et foi en l'avenir

Outre le déroulement de la guerre et les avancées sur les différents fronts, les publications s'intéressent aussi à l'avenir du peuple juif après la guerre et traitent du *Yishouv* [foyer juif] ou des relations avec la population arabe en Terre d'Israël. La presse juive clandestine reste convaincue : les Allemands finiront par perdre la guerre. En janvier 1941, *Biuletyn* écrit : "Le monde vaincra Hitler ; le monde de la démocratie, le monde de la liberté, le monde du socialisme, vaincra le régime de la dictature et de l'esclavage."

Cette vision influence de nombreux Juifs du ghetto. La presse croit en la jeunesse, veut renforcer son esprit, l'aider à combattre l'ignorance et la convaincre que quand la guerre prendra fin, une certaine « éducation » sera alors nécessaire.

Bien sûr, il y a aussi ceux qui baissent les bras et ne voient dans le présent que la promesse de difficultés, de maladie et de mort. Mais la presse va appeler les Juifs à sortir de l'indifférence et à ne pas accepter ce verdict. Elle les enjoint à s'unir et se battre ensemble. *Der Ruf* (L'Appel) du mouvement de gauche Poalei Zion annonce en mai 1942 "que l'heure est désormais à l'unification de toutes les forces pour lutter contre le conquérant. Une façon pour la presse clandestine d'anticiper les *Aktion* à venir, et de préparer le terrain à la résistance juive armée des mois de janvier et avril 1943.

Les difficultés et les dangers liés à la publication et à la distribution de ces journaux sont bien réels. De nombreuses précautions sont mises en place. Le dernier lecteur de chaque publication doit impérativement détruire son exemplaire. Mais en dépit de tout, les militants vont continuer à publier et diffuser leurs informations même après la liquidation du ghetto en 1943. Jusqu'au bout, ils auront été convaincus de la justesse de leur cause et de cette vision qu'ils pourraient, à terme, reprendre les rênes de leur vie en main.



Robert et Emilienne Guillet (© Yad Vashem, collection privée)

Sandrine Sosinski (© Yad Vashem, collection privée)

UNE MAIRE DESCENDANTE DE JUSTES

ABORDER L'AVENIR AVEC LA CONSCIENCE DU PASSÉ

Descendante de Justes parmi les Nations, Sandrine Sosinski est maire de Donnemarie-Dontilly et vice-présidente de la Communauté de communes Bassée-Montois depuis mars 2020. Un héritage qu'elle souhaite partager collectivement avec les habitants de sa commune.

En février 2020, lors d'une promenade Allée Emilienne et Robert GUILLET, Justes parmi les Nations, une habitante explique à des amis la signification de la plaque mémorielle. Sandrine Sosinski, passant auprès du groupe, assiste à la scène. Dès lors, la jeune maire est bien décidée à œuvrer pour que ce passé dont sa famille est si fière, rende également fiers tous les Donnemaritains : en juillet 1942, le maire de l'époque, Joseph Lecointre, avait facilité le changement d'état civil de Maurice Bergher, 9 ans, en Maurice Berger, caché par Robert et Emilienne Guillet – les aïeux de la maire – que personne n'avait alors songé à dénoncer.

La famille de Sandrine Sosinski habite la commune depuis plusieurs générations. Pour la jeune femme, Maurice Bergher, le petit parisien d'origine roumaine dont les parents et les deux sœurs avaient été déportés par le convoi n°38 du 24 septembre 1942 et assassinés à Auschwitz, a toujours fait partie de sa famille. Le lien ne s'est jamais distendu. Mais c'est assez récemment qu'elle a pris véritablement conscience du courage de ses aïeux. Parents de quatre enfants, de condition modeste, ils n'ont pas hésité à héberger et choyer le petit Maurice au dépit des dangers encourus. Elle s'interroge : « Aurais-je été aussi courageuse qu'eux ? ».

En intégrant le Réseau des Villes et Villages des Justes de France, la maire espère mettre en lumière cette histoire, organiser des échanges avec d'autres communes du Réseau, construire des projets pédagogiques avec les enseignants, la région et le département pour éveiller les consciences face à l'antisémitisme. *« J'espère me montrer digne de l'héritage de mes arrière-grands-parents. Trois générations après les faits et en tant que maire, je me dois d'agir pour que les valeurs de courage, de tolérance et de solidarité des Justes parmi les Nations soient portées par les donnemaritains. »*

UN MÉMORIAL POUR LES JUSTES DE LA MANCHE

Bravant la pluie et le vent pour répondre à l'invitation de Marc Lefèvre, président du Conseil départemental de la Manche et de Pierre-François Veil, président du Comité français pour Yad Vashem, un public recueilli s'est rassemblé à Cherbourg en Cotentin le 4 octobre 2020, pour assister à l'inauguration du Mémorial dédié aux 101 déportés juifs et aux 32 Justes manchois. L'aboutissement des travaux de recherches historiques menés depuis 2011 par des élèves de 3e du collège Gambetta de Carentan, sous la direction pédagogique d'Olivier Jouault, professeur d'histoire-géographie. Leur objectif : « mettre des noms, des visages, remettre de l'humanité à la place de simples chiffres », note Marc Lefèvre.

Le choix de Cherbourg s'imposait : durant l'entre-deux guerres, des milliers de Juifs, candidats à l'émigration aux Etats-Unis, transitent par ce port. Beaucoup sont refoulés ; certains s'établissent dans le Cotentin. Avant la seconde guerre mondiale, Cherbourg abritait la plus importante communauté juive du département.

C'est place de la République, aux abords du monument élevé aux martyrs de la Résistance, aux fusillés, déportés, maquisards et otages, que l'ouvrage a été érigé. Œuvre de la plasticienne Nadine Portier, le mémorial présente deux parois en acier corten, l'une portant les noms des déportés juifs et l'autre ceux des Justes manchois. Deux blocs de béton y sont accolés, qui évoquent ceux du mémorial de Berlin.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'officiels et des autorités civiles, qui ont insisté sur l'obligation morale de transmettre l'histoire de cette sombre période et de défendre nos valeurs humanistes. Un message de Serge Klarsfeld a été diffusé, remerciant les jeunes pour leur engagement, et les exhortant : *« Soyez humains et tolérants comme les Justes de la Manche… Mais défendez ardemment les valeurs de la République, rien n'est jamais acquis… ».*

De Jérusalem à Cherbourg : Les Juifs de la Manche sous l'Occupation

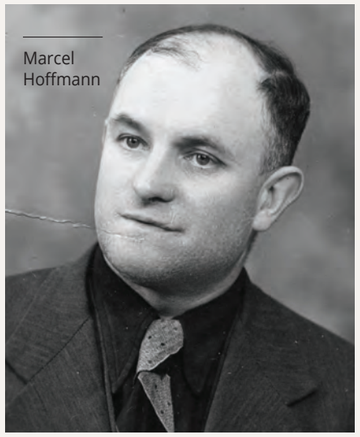
Présentée lors de l'inauguration du Mémorial de la Shoah à Cherbourg, une émouvante exposition a été dévoilée, là encore fruit des recherches des élèves du Collège de Carentan guidés par leur professeur Olivier Jouault. En avril 2019, ils avaient effectué un voyage d'études à Yad Vashem, accompagnés par leur professeur et Viviane Lumbroso, vice-présidente du Comité français.

Soutenue par un livret pédagogique, cette exposition mérite d'être présentée au-delà des confins du département. Elle rend hommage aux victimes et aux sauveurs et s'appuie sur un travail historique rigoureux. Un bel exemple de travail de mémoire dans le cadre des établissements scolaires au retour de Yad Vashem.

MARCEL HOFFMANN : UN CHEMINOT LILLOIS NOMMÉ JUSTE PARMI LES NATIONS

Le 11 septembre 1942, les Juifs lillois sont arrêtés. Hélène Liberman Stulzaft veut protéger ses deux fils Jacques et Jean et les place en pension à Faches Thumesnil, une banlieue lilloise.
Mais arrêtée, elle est contrainte, sous la menace d'une arme, de révéler la cache de ses fils. Jacques et Jean sont conduits à la gare de Fives-Lille. Là, se trouvent des cheminots dont nombreux sont résistants. Parmi eux : Marcel Hoffmann. Il détourne l'attention de la sentinelle et permet aux 2 frères, grâce à l'aide de cheminots, de fuir avec d'autres Juifs par la porte d'un bâtiment situé sur le quai de la gare.
« Le 11 septembre 1942, les israélites furent ramassés et parqués en gare de Fives sous la surveillance de gendarmes allemands pour être ensuite dirigés vers les camps de la mort. N'écoutant que mon patriotisme et par humanité je me suis glissé dans ce groupe et au mépris du danger que j'encourais et des péripéties parfois dangereuses et usais de ruse. J'ai réussi de 13h à 23h à sauver une quarantaine d'enfants et adultes qui furent recueillis par des personnes charitables et hébergés durant toute l'occupation allemande... ».
(Document d'archive : notice individuelle de Marcel Hoffmannn)
Un réseau d'entraide au sein de la SNCF se met alors en place. Jacques et Jean sont ensuite pris en charge par une nouvelle famille de cheminots, les Devos. Suite au bombardement du 8 novembre 1942, Jacques et ses protecteurs sont ensevelis sous les décombres et transportés à l'hôpital Saint-Sauveur de Lille. Jacques y subit une opération. Lorsque Marcel Hoffmannn lui rend visite, il comprend très vite que l'infirmière-en-chef a des soupçons sur l'origine du garçon et est prête à le livrer à la Gestapo. Marcel lui sauve à nouveau la vie en le sortant immédiatement de l'hôpital.
Au gré des bombardements, Hélène et ses fils se réfugient dans plusieurs caches jusqu'à la Libération en septembre 1944.
Marcel Hoffmann a donc sauvé la vie de cette famille à plusieurs reprises, allant même allé jusqu'en Allemagne, après la guerre, pour ramener le peu de la famille Stulzaft qui avait échappé à l'extermination nazie. Il a également sauvé bien d'autres Juifs, comme Daniel et Jacqueline Mandelbaum alors qu'ils se trouvaient dans le convoi N° 10 du 11 septembre 1942. Ou encore Roger Kenig, Maurice, Rose et Samuel Blanck, Jacques Topaz, ou Germaine Banach....
Un travail de recherche pour honorer ce héros de l'ombre a été mené par Grégory Celerse, historien local qui travaille depuis plus de 4 ans sur le sauvetage de personnes juives depuis la gare de Fives, et par Claude Ungar bénévole au Comité français pour Yad Vashem. A ce jour 24 cheminots ont été identifiés, certains ont été nommés Justes et d'autres dossiers sont en cours d'instruction à Yad Vashem.

Enfant sauvé par Marcel Hoffmann



Marcel Hoffmann

HONORER UN JUSTE SANS DESCENDANCE

David Gerson et Francine Geisman, Vichy, 1944
(© Yad Vashem, collection privée)

« Juliette m'a sauvé des griffes nazies aux heures noires. Elle n'a aucun descendant, ses filles Gabrielle et Jeannette, seuls témoins de sa bravoure, sont décédées sans enfant. Elle mériterait d'être qualifiée de Juste... Dès l'arrestation de nos cousins, Jules, Jeanne Ebstein et leurs enfants Lily et Raymond, à Vichy où, venus d'Alsace, nous étions tous réfugiés, ma mère, Marthe Gerson, a contacté une voisine amie, Gabrielle Landré. Sa mère, Juliette Jondreville, cultivatrice, vivait dans le petit hameau de Briailles, à une trentaine de kilomètres de Vichy, la 'capitale' du Maréchal. Gabrielle nous y conduisit à vélo, moi sur le porte bagage. Juliette que j'appelais affectueusement 'Marraine' m'a recueilli dans sa ferme, d'août 1943 jusqu'à la Libération. Quand les Allemands, bras levés, se sont rendus aux Alliés, je les ai vus derrière les volets. Juliette m'a appris les rudiments de la lecture et du calcul, car elle était instruite. Elle a agi avec le plus total désintéressement. La Torah dit 'Qui sauve un être humain, sauve le monde', et cet être humain, c'était moi, le petit garçon de 5 ans », déclarait David Gerson dans son témoignage en 2017.
Grâce au travail méthodique de Claude Ungar, bénévole depuis de nombreuses années au Comité français pour Yad Vashem, un dossier a été déposé à la Commission des Justes à Yad Vashem qui a statué en faveur de la nomination de Juliette Jondreville. Elle sera nommée Juste parmi les Nations 2 ans plus tard, en 2019. Faute de descendant, la cérémonie de remise de médaille n'a pu être organisée, mais son nom sera gravé sur le Mur des Justes à Paris, et dans l'Allée des Justes de Yad Vashem, à Jérusalem.
Citons le cas de Victor et Joséphine Guicherd nommés Justes en 1979 pour avoir sauvé, protégé et choyé les enfants Lewkowitz à Dullin pendant la durée de la guerre. Un descendant direct vient d'être identifié et plus de 4 décennies plus tard, une cérémonie va pouvoir être planifiée.

Dîner de soutien reporté

Voilà 30 ans que le Comité français pour Yad Vashem agit pour éclairer l'avenir grâce à la mémoire du passé. Comme toute association mémorielle, il œuvre grâce au soutien de ses membres. La crise sanitaire a contraint le Comité à reporter son Dîner de soutien annuel dont l'objet est de recueillir des fonds pour soutenir ses missions : éduquer, transmettre l'histoire de la Shoah et honorer la mémoire des victimes et des héros que sont les Justes parmi les Nations de France. La période est difficile. Pour cette raison, elle peut réduire à néant l'action de fond que le Comité a engagée avec tous et toutes. Nous devons rester plus vigilants et actifs que jamais.

Forces vives

Cette année, le Comité a tenu son Assemblée générale par visioconférence et remercie tous ceux qui ont pu y participer. Le président Pierre-Francois Veil a tenu à saluer, au nom de tous, l'implication de Jean-Pierre Gauzi secrétaire général pendant une dizaine d'années et qui cède aujourd'hui ce poste à haute responsabilité à Stéphanie Castel. Cette jeune avocate participe activement et depuis des années à la transmission de la mémoire de la Shoah auprès des collégiens et lycéens. David Sztabholz, dirigeant d'entreprises a également rejoint le Comité en tant que trésorier adjoint.

UN CANARD EN BOIS POUR ENFANTS :

OUTIL DE RÉSISTANCE PENDANT LA SHOAH

Le canard en bois utilisé par Judith Geller dans la résistance. Il pouvait s'ouvrir et ainsi dissimuler discrètement des documents

Faire parler les objets datant de la Shoah est une mission que s'est fixée Yad Vashem depuis des décennies. A l'heure où les voix des témoins directs s'éteignent inexorablement, l'artéfact prend le relais de l'homme pour livrer son histoire et celle de son propriétaire, et ainsi, contribuer à perpétuer la mémoire de la Shoah.

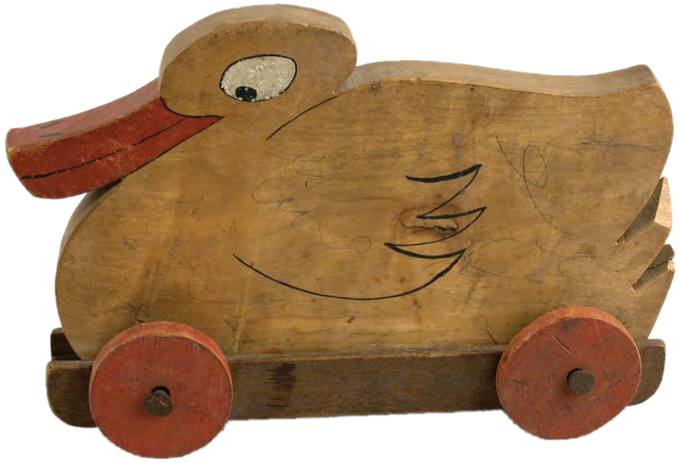
Le canard en bois de Judith Geller, pièce de la Collection des objets de Yad Vashem recèle plusieurs secrets. Retour sur cet outil de la résistance française et sur le parcours de celle qui en a fait usage pendant la Shoah.

Judith Geller naît à Metz, en 1925, de parents d'origine allemande venus en France avec leur fils aîné, Joël, en 1923. Ils s'installent à Paris en 1927 où Marcel, le frère cadet de Judith, voit le jour en 1930.

En juin 1940, les forces allemandes occupent Paris. De sévères lois anti-juives sont alors mises en place et Judith décide de rejoindre la résistance. Sa première mission : distribuer des publications clandestines et écrire des slogans sur les murs en opposition à l'occupation allemande. Joël, également membre actif de la résistance sera arrêté lors d'un raid en 1941, interné au camp de Pithiviers, puis déporté à Auschwitz, où il sera assassiné le 14 septembre 1942.

Les parents de Judith, Juifs étrangers, sont contraints de se mettre à l'abri. Ils trouvent une cache, à Paris, mise à leur disposition par l'une des ouvrières de l'usine que le père de Judith dirigeait avant la guerre. Judith et son frère cadet, encore épargnés pour être nés en France, sont pris en charge par une amie de la famille.

Judith rejoint la résistance juive (l'Armée Juive, l'A.J. - Organisation de résistance créée en 1942 à Toulouse par Abraham Polonski) : elle est affectée dans une usine de fourrure, pour mettre en place des missions de sabotage. Sa bonne maîtrise de l'allemand lui permet de servir d'agent de liaison entre les résistances française et néerlandaise. Elle est aussi chargée de parcourir les villages



de la région parisienne, rassembler des listes et des informations sur les Juifs y vivant, chercher des cachettes et voler des tampons dans les bureaux des différentes municipalités.

Ses faux papiers la présentent comme Jacqueline Gautier (avec les mêmes initiales que son vrai nom), assistante sociale pour enfants.

La naissance d'un canard pour faire de la contrebande

Dans le cadre de ses activités, Judith coopère avec Paula Welt Kaufman, résistante néerlandaise, une femme courageuse qui réussit à se faire embaucher comme secrétaire du directeur du département de la construction, au siège de la Gestapo à Paris.

Un jour, Paula dérobe des tampons dans les bureaux de la Gestapo - un trésor inespéré pour la résistance. C'est à Judith que revient le soin de les apporter au laboratoire pour les reproduire en plusieurs exemplaires. Elle les dissimule dans son sac et les recouvre de vêtements. Son trajet en métro comporte un changement. Dans les allées souterraines qu'elle emprunte pour la correspondance, elle rencontre la police allemande et la milice française. L'un des Allemands lui demande ses papiers d'identité, prend son sac, retire les vêtements posés sur le dessus et fouille, sans rien trouver. L'événement s'est bien terminé, mais la jeune femme sait qu'elle aurait pu y laisser la vie. Quand elle arrive au laboratoire de la résistance, elle fond en larmes.

Suite à cet incident, le chef de la résistance demande qu'on lui fabrique un jouet, pour dissimuler plus facilement les documents. Un graphiste et membre de la résistance hollandaise fabrique alors un canard en bois que Judith emportera avec elle parmi d'autres jouets, en bonne assistante sociale pour enfants qu'elle prétend être. Elle a également l'idée de griffonner l'objet, ce qui lui confère un aspect usagé. Le canard, creux, permet de dissimuler des documents ou des petits objets, que Judith fait ainsi passer au nez et à la barbe des Allemands, sans jamais éveiller les soupçons.

Judith Geller réussira à traverser la Shoah. A la fin de la guerre, avec des connaissances, elle ouvre un bureau d'aides sociales à destination d'enfants orphelins. Après la Shoah, elle épouse Alfred Marcus, rencontré avant-guerre, un ami de son frère aîné. Le couple émigre en Israël où Judith Geller Marcus décède fin décembre 2019, à l'âge de 95 ans.

Faux papiers au nom de Jaqueline Gauthier utilisés par Judith Geller

Hollerich, Luxembourg : Déportation de Juifs par la police locale le 19 septembre 1942 (© Yad Vashem)

SHOAH AU LUXEMBOURG

L'HISTOIRE D'UNE PETITE COMMUNAUTÉ DÉCIMÉE BIEN SOUVENT OUBLIÉE

Quand les forces alliées libèrent le Luxembourg le 9 septembre 1944, le pays est Judenrein, « nettoyé de ses juifs ». Sur les 3 500 Juifs qu'il comptait en 1939, quelque 1 500 ont réussi à survivre à la Shoah pour avoir pris la fuite, mais près de 2 000 ont trouvé la mort. Retour sur le triste sort de la petite communauté juive de ce Grand-Duché, pendant la Seconde Guerre mondiale.

La présence d'une communauté juive au Luxembourg remonte au 13ème siècle, mais la plupart de ses membres arrivent au 19è siècle. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les trois quarts des Juifs du Grand-Duché sont des réfugiés originaires d'Europe de l'Est, venus après 1933 dont les habitudes culturelles et cultuelles diffèrent de leurs coreligionnaires installés de longue date.

Bordé par la Belgique, la France et l'Allemagne, le pays a acquis son indépendance et sa neutralité en 1868. Ce qui n'empêchera pas les Allemands de l'envahir en mai 1940, presque sans résistance, aidés par une cinquième colonne de collaborateurs, désireux de voir le Luxembourg au sein du « Troisième Reich ». Avec l'occupation allemande, la duchesse et sa famille fuient en France puis aux États-Unis, et le gouvernement, à l'exception d'un seul ministre, s'exile à Londres. Beaucoup de Juifs partent également en Belgique ou en France, mais constatant qu'il n'arrive rien de fâcheux à leurs coreligionnaires, font le choix de revenir.

Le 2 août 1940, un gouvernement civil est mis en place, sous la direction d'un nazi luxembourgeois, le Gauleiter Gustav Simon, ancien cordonnier. Un mois plus tard, c'est le début de l'aryanisation : les lois raciales de Nuremberg entrent en vigueur et nombre de Juifs sont contraints au travail forcé. Les autorités luxembourgeoises encouragent l'émigration des Juifs : d'août 1940 à mai 1941, les Allemands affrètent 16 convois en France et au Portugal. Parmi les candidats à l'exil : tous les dirigeants communautaires.

En septembre 1941, l'insigne juif fait son apparition dans les rues du Luxembourg. Le camp de Fünfbrunnen situé près d'une voie ferrée, devient une sorte de ghetto où l'on concentre les Juifs, et va rapidement devenir le point de rassemblement pour les déportations vers l'Est.

Une population indifférente à ses Juifs

Tout s'enchaîne. En octobre 1941, il ne reste que 750 Juifs au Luxembourg selon le Consistoire, âgés pour 80 % d'entre eux, de 50 ans ou plus. Ce mois-là, les déportations commencent : le 16 octobre 1941, 324 Juifs sont envoyés à Lodz – il s'agit du convoi le plus important.

Le 20 août 1942, tous les Luxembourgeois sont contraints de s'engager dans l'armée allemande. Une forte opposition éclate, avec, en conséquence, des exécutions, qui dureront jusqu'à la fin de l'occupation. Elle s'exprime par des tracts, des grèves, mais peu d'actes de sabotage et de résistance, et aucune preuve de soutien aux Juifs.

En août 1943, la magnifique synagogue du Luxembourg est détruite par un entrepreneur italien, car, de sources luxembourgeoises, les habitants de la ville auraient refusé de s'atteler à cette sinistre tâche.

Pour autant, la population s'est dans son ensemble montrée indifférente au sort de la communauté juive, sans réelles manifestations d'hostilité, ou dénonciation, mais sans grandes tentatives pour leur venir en aide, en dépit de leur opposition à l'occupant. Seul un Juste parmi les Nations luxembourgeois a été reconnu par Yad Vashem en 1971, en la personne de Victor Bodson, ancien ministre de la Justice, pour avoir sauvé environ une centaine de Juifs pendant la Shoah.

Sur ce petit territoire, qui abrite alors de nombreux Allemands, les Juifs n'ont quasiment aucune chance de survivre. Au total, 8 convois quitteront le Luxembourg pour l'Est : le dernier d'entre eux s'ébranlera le 28 septembre 1943. 674 Juifs ont ainsi été conduits vers une mort certaine. Seuls 36 d'entre eux sont revenus de l'enfer.

Le Luxembourg sera libéré par les Alliés le 9 septembre 1944.

Après la guerre, une poignée de Juifs reviendra sur ces terres. Mais il faudra attendre plusieurs années pour que la communauté juive ne renaisse de ses cendres.

Destruction de la synagogue du Luxembourg, août 1943 (© Yad Vashem)

PORTUGAL ET LUXEMBOURG

PAYS D'ESPOIR EN TEMPS DE DÉTRESSE

En août dernier, une magistrale exposition était organisée au Luxembourg qui revenait sur cet épisode sombre de l'histoire du Grand-Duché, en mettant l'accent sur un aspect méconnu : l'exil de nombreux Juifs au Portugal et « l'accueil extrêmement chaleureux que les réfugiés reçoivent, l'extraordinaire hospitalité et la grande sollicitude de la population anonyme ». Une initiative de l'association *MemoShoah Luxembourg* durant la présidence luxembourgeoise de l'IHRA, à laquelle a participé la ville d'Almeida, au Portugal. L'occasion de « mettre en exergue l'ensemble des pays ayant accueilli leurs semblables étrangers en situation de profonde détresse », notait Claude Marx, commissaire de l'exposition, aux côtés de l'historienne Margarida de Magalhaes Ramalho.

Avec l'invasion du Luxembourg par les Allemands, nombre de Juifs fuient en France, et se dirigent vers le Sud. L'option du Portugal s'avère parmi les plus sûres, mais il faut des visas, documents particulièrement difficiles à obtenir. Certains diplomates s'illustreront pour venir en aide aux Juifs, comme le consul portugais à Bordeaux, Aristide de Sousa Mendes, qui désobéira aux ordres et donnera même des instructions aux consulats de Toulouse et Bayonne pour qu'ils l'imitent. Il aurait sauvé entre 10 et 15 mille personnes, dont la famille grand-ducale, son entourage, le gouvernement luxembourgeois.

C'est cette épopée, salutaire pour un grand nombre – d'autres seront malheureusement happés par la déportation - que retrace l'exposition, qui revient aussi sur l'ensemble des événements clé qui ont ponctué la Shoah au Luxembourg. Il faut saluer l'imposant travail iconographique effectué, sur fond de photos, cartes, documents d'époque, venus étayer un narratif clair et précis, ponctué d'histoires personnelles, et la maquette soignée réalisée pour ces panneaux magistraux.

Pour en savoir plus : MemoShoah Luxembourg.
https://www.memoshoah.lu/wpmsl

FÉLICITATIONS

Yad Vashem s'associe à la fierté de la famille Pisar suite à la nomination d'Antony Blinken au poste de Secrétaire d'Etat dans le nouveau gouvernement américain de Joe Biden. Antony (Tony) Blinken est le beau-fils de Samuel Pisar, rescapé d'Auschwitz. Lors de son discours officiel d'investiture, il a ainsi relaté le parcours hors-du-commun de son beau-père et son influence sur sa vision du monde. Il faut rappeler que Samuel Pisar, qui a consacré sa vie à la commémoration de la Shoah, a été un défenseur mondial des Droits de l'Homme. A 16 ans, seul survivant de sa famille, il étudie à Paris, Melbourne, puis obtient des doctorats de Harvard et la Sorbonne. Il sert à l'ONU et à l'UNESCO avant de devenir conseiller du président Kennedy ou du Sénat et du Congrès américains. Samuel Pisar a également fondé en 1989 et dirigé le Comité français pour Yad Vashem, à Paris. Nul doute qu'il a su transmettre ses valeurs humanistes et sa volonté de façonner un avenir meilleur à celui qu'il a toujours considéré comme son fils. Yad Vashem et le Bureau francophone souhaitent bonne chance à Antony Blinken dans ses nouvelles fonctions.

COOPÉRATION

Les Archives Arolsen, centre d'étude international sur les persécutions nazies, abritent des archives parmi les plus complètes au monde sur les victimes et les survivants du nazisme. Ses collections sont inscrites au Patrimoine mondial de l'UNESCO et rassemblent des informations uniques sur le sort de plus de 17,5 millions de personnes. Ce portail propose désormais un accès facile, en ligne, à ces documents, avec une aide numérique, l'e-Guide, qui accompagne les utilisateurs. Une initiative initiée et financée par les Archives Arolsen et mise en œuvre avec le soutien de Yad Vashem dont la technologie de pointe permet une gestion rapide des données et une recherche étendue de lieux et de noms. Quelque 13 millions de documents et 3 millions de noms de victimes de la Shoah sont en ligne : arolsen-archives.org/fr

A VOS AGENDAS

A l'occasion du mois de janvier qui marque la libération du camp d'Auschwitz, le Bureau francophone vous propose deux rendez-vous par Zoom. Le 12 janvier, l'historienne Annette Wieviorka, spécialiste de la Shoah, délivrera une conférence sur le thème : "Que représente Auschwitz ?". Le 26 janvier, veille de la Journée internationale à la mémoire des victimes de la Shoah décrétée par l'ONU, une table ronde de diplomates israéliens francophones se penchera sur la place qu'occupe la Shoah dans le monde occidental... A ne pas manquer ! Renseignements : *yadvashem.org/fr*

YAD VASHEM
INSTITUT INTERNATIONAL POUR LA MEMOIRE DE LA SHOAH

Président du Comité Directeur : Avner Shalev
Directeur Général : Dorit Novak
Président du Conseil : Rav Israel Meir Lau
Vice-Présidents du Conseil : Dr. Ytzhak Arad, Dr. Moshé Kantor, Prof. Elie Wiesel z"l
Historiens : Prof. Dan Michman, Prof. Dina Porat
Conseillers scientifiques : Prof. Yéhuda Bauer
Editrice du Magazine Yad Vashem : Iris Rosenberg
Directeur des Relations Internationales : Shaya Ben Yehuda

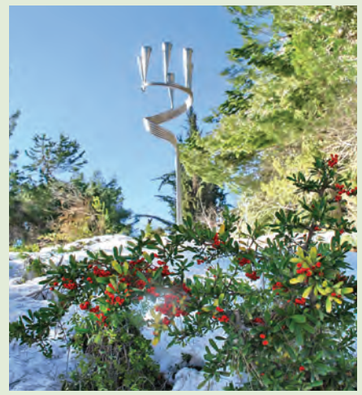
Directrice du Bureau francophone et Editrice du Lien Francophone : Miry Gross
Editrice associée : Nathalie Blau
Participations : Corinne Melloul, Françoise Tordjemann
Photographies : Itzhik Harari, Erez Lichtfeld
Conception graphique : Studio Yad Vashem
Publication : Yohanan Lutfi
Photo de couverture : Zoom sur les conférences virtuelles de Yad Vashem.

Miry Gross, Directrice des Relations avec les pays francophones, la Grèce et le Benelux
POB 3477 – 91034 Jérusalem – Israël
Tel : +972.2.6443424, Fax : +972.2.6443429
Email : miry.gross@yadvashem.org.il

Comité Français pour Yad Vashem
33 rue Navier – 75017 Paris – France
Tel : +33.1.47209957
Email : yadvashem.france@wanadoo.fr

Association des Amis Suisses de Yad Vashem
CIG- 21 Avenue Dumas - 1208 Genève - Switzerland | Tel : +41.22.8173688,
Fax : +41.22.8173606 | Email : jhg@noga.ch

WWW.YADVASHEM.ORG



MEILLEURS VŒUX POUR LE NOUVEL AN 2021 !

UN HÉRITAGE POUR LA MÉMOIRE

Laisser un Héritage : transmettez votre histoire de génération en génération et assurez-vous que votre soutien à Yad Vashem se perpétue.

La Mémoire de la Shoah demeurera toujours un élément important pour garantir la continuité du peuple juif. Dans un monde qui prône trop souvent l'amnésie collective pour s'affranchir de ses responsabilités, la tradition juive, au contraire, encourage la fidélité au souvenir des disparus et la prise en compte des leçons du passé pour l'amélioration constante du monde confié aux nouvelles générations.

Grâce à votre testament en faveur de Yad Vashem vous assurez la pérennité des leçons de la Shoah comme une boussole morale pour l'humanité, et vous garantissez l'intégrité de l'histoire de la Shoah face au négationnisme, à l'indifférence et à la banalisation du crime. Votre legs permettra d'enseigner aux générations futures, la fragilité de la liberté et la responsabilité personnelle de chacun dans la sauvegarde des valeurs humaines et de l'humanité elle-même.

Faciliter les démarches

Le service dons et legs de l'État d'Israël, créé il y a plus de vingt-cinq ans, fonctionne sur la base de la convention bilatérale conclue entre les gouvernements français et israélien, qui accorde l'exonération totale à l'État d'Israël en matière d'impôt sur les dons et successions. A l'Ambassade d'Israël à Paris, il existe une antenne du service des dons et des legs en lien avec des notaires, avocats, commissaires-priseurs, fiscalistes, et qui répond aux particularités de chaque dossier en vous accompagnant dans toutes les démarches pour la rédaction d'un testament ou d'un don en faveur de Yad Vashem

La mission du service est également d'assurer la liquidation des successions dans le strict respect des volontés du testateur et sous le contrôle de ses autorités de tutelle. Lorsqu'un testament lui est attribué, l'État a en charge le versement des fonds, contrôle les projets mis en place par l'association bénéficiaire et vérifie qu'ils sont conformes à la volonté du testateur. L'État ne se rémunère pas, les sommes recueillies sont intégralement reversées sans qu'aucun frais ni aucune commission ne soient prélevés. Il est à souhaiter que les donateurs, souvent sollicités de leur vivant, sauront apprécier l'importance de léguer à Yad Vashem, après "cent vingt ans", les marques de leur attachement et du devoir accompli.

Pour toute information confidentielle sur les modalités de rédaction de votre testament ou de legs veuillez nous contacter : Bureau des relations avec les pays francophones, le Benelux, l'Italie et la Grèce – Yad Vashem POB 3477 91034 Jérusalem Tel : +972.2.6443424 | Fax : +972.2.6443429 | Email : miry.gross@yadvashem.org.il

"L'oubli, c'est l'exil, mais la mémoire est le secret de la délivrance" (Baal Shem Tov)